
Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Une histoire presque tranquille : l'usine de Beauport en Guadeloupe pendant la Première Guerre mondiale

Philippe Mioche

Number 168, May–August 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026845ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026845ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)

2276-1993 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mioche, P. (2014). Une histoire presque tranquille : l'usine de Beauport en Guadeloupe pendant la Première Guerre mondiale. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (168), 59–74. <https://doi.org/10.7202/1026845ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Une histoire presque tranquille : l'usine de Beauport en Guadeloupe pendant la Première Guerre mondiale

*Philippe MIOCHE*¹

Notre contribution s'inscrit dans l'historiographie économique et sociale de « l'autre Front », c'est à dire de l'étude de la production et des conditions de production des biens nécessaires à l'effort de guerre. Nous n'aborderons ni les combats, ni les combattants. Les questions posées par la communication, largement partagées avec les publications scientifiques, portent sur les conditions de travail, par exemple le travail des femmes et des immigrants. Elles incluent nécessairement la question des approvisionnements en matières premières et celles sur la circulation des marchandises. Ces questions ne négligent pas les changements techniques qui interviennent dans ce moment d'accélération d'histoire industrielle ni l'intervention absolument inédite de l'État (des États) dans l'économie et la société².

Cette contribution est aussi l'occasion d'esquisser une démarche comparative. Pendant les années de guerre, ce qui s'est passé à Beauport, Guadeloupe, comporte des traits communs avec les événements qui interviennent par exemple à l'usine Solvay de Salin-de-Giraud, dans les Bouches-du-Rhône³. Cette hypothèse comporte ses limites car évidemment les Bouches-du-Rhône sont déjà un département métropolitain alors que la Guadeloupe est encore une colonie. Toutes choses égales par ailleurs, les similitudes sont étonnantes.

Les deux usines produisent pour la guerre. À Beauport, c'est le sucre et surtout le rhum qui part dans les tranchées. Cette demande, oh combien

1. Professeur d'histoire contemporaine : UMR TELEMME 73003, Université Aix-Marseille.

2. Cf. Fridenson, Patrick, *The French Home Front, 1914-1918*, Oxford, Berg, 1992. Nous participons par ailleurs à un projet collectif sur les industries du sud de la France qui se développera en 2017-2018.

3. Daumalin (Xavier), Lambert (Olivier), Mioche (Philippe), *Une Aventure industrielle en Camargue : histoire de l'établissement Solvay de Salin-de-Giraud, de 1895 à nos jours*, Aix-en-Provence, RF2C éditions, 2011.

volatile, provoque un boum général de la production de rhum. À Salin-de-Giraud, c'est la soude et surtout la soude caustique demandée par l'Armement qui fait le boum. Les deux usines ont augmenté leurs productions à leurs limites.

Beauport a changé de direction en 1908. Quand la guerre éclate, les capitalistes-proprétaires sont à Bordeaux. Les relations entre les deux usines et les deux directions sont perturbées par l'éloignement. L'usine à soude de Salin de Giraud est construite par le groupe de chimie belge Solvay en 1894. Mais le siège à Bruxelles est occupé du fait de la violation de la neutralité par l'armée allemande. La direction de Solvay se réfugie en partie en France et les contacts entre cette direction et le directeur de l'usine mettent plusieurs mois à se rétablir.

En Guadeloupe, le nord de la Grande Terre est réputé disposer d'un climat difficile où sévit le paludisme. Salin de Giraud est au cœur de la Camargue, isolé de tout, dans un endroit où sévit aussi le paludisme. Pour les deux usines, les questions de l'approvisionnement en matières premières, en charbon notamment, se pose de façon cruciale. Pour les deux usines, la question du manque de main-d'œuvre est un casse-tête.

Nous développerons dans l'exposé, autant que faire se peut, la démarche comparative, mais il est assez émouvant de se dire qu'à 10 000 kilomètres de distance des hommes sont confrontés à des difficultés comparables. C'est aussi cela la Première Guerre mondiale.

La troisième caractéristique de la contribution est de reposer sur une source remarquable : les archives de la société anonyme de l'Usine de Beauport (SAUB), à partir du fonds 18 J des Archives départementales de la Gironde⁴. Elle prolonge un travail plus ancien publié par le bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe en 2013⁵. De 1914 à 1918 et au-delà, le premier directeur de la SAUB est Robert Castaigne par ailleurs neveu du président Besse. Il adresse, au rythme estimé d'un rapport tous les quinze jours, un compte-rendu d'activité de l'usine à son oncle de patron. Ces rapports, d'une dizaine de pages manuscrites chacun, sont conservés dans la correspondance active de l'entreprise. Notre consultation ne nous a pas permis de retrouver à ce jour les réponses d'E. Besse. Toutefois, le président de la SAUB répond par câbles cryptés que l'on peut supposer laconiques et R. Castaigne prend soin de traduire le câble dans le rapport qui suit. Par exemple, le directeur envoie un câble à Bordeaux « *astomished dovdzonder* ». C'est en langage crypté, annoncer l'interruption momentanée de la production à Beauport. L'utilisation d'un langage crypté dans les câbles (télégrammes) est destiné à dissimuler la correspondance commerciale des éventuelles indiscretions des employés des Postes et Téléphones. C'est une pratique courante des entreprises de l'époque, y compris pour Solvay en Camargue, en particulier pendant le conflit⁶.

4. Beriac (Jean-Pierre), Rocha (Christine), Teillet-Sierra (Véronique), *Répertoire numérique de la Société des Usines de Beauport, 18 J.*, Direction des archives de la Gironde, Rapport dactylographié, 1991, 27 p.

5. Mioche (Philippe), « Histoire du chemin de fer sucrier de Beauport (1863-1990) », *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, n° 165, mai-août 2013, p. 2-73.

6. On trouvera le code de cryptage, assez simple, de Beauport in ADG 15 J 7.

Ces documents sont remarquables, sinon exceptionnels. Il faut cependant en souligner les limites. Limites techniques d'abord, car dans certains cas, l'encre est passée et la lecture rendue très difficile. Limites historiques ensuite, car le contenu détaillé des rapports s'est révélé partiellement décevant. L'essentiel des rapports décrivent les installations de l'usine et le détail de telle ou telle pièce mécanique qu'il faudrait livrer depuis Bordeaux. On y voit assez peu les hommes. R. Castaigne n'est pas expansif. Il faut préciser qu'il habite à Gourbeyre et qu'il est souvent malade⁷.

La présente communication repose sur un plan thématique : l'entreprise son management et son usine ; la vie quotidienne et les rapports sociaux ; le rôle croissant des organisations professionnelles et de l'État. Les sources sollicitées s'inscrivent dans le cadre chronologique du conflit : le premier document cité date du 5 août 1914 alors que la récolte 1914 s'achève, le dernier, du 28 juin 1918. Sur l'histoire antérieure et postérieure de l'usine, nous renvoyons à la bibliographie⁸.

1. L'ENTREPRISE, SON MANAGEMENT ET SON USINE

Longtemps dirigée par son fondateur Ernest Souques (1831-1908), l'usine, en difficultés financières est rachetée en 1901 par un entrepreneur martiniquais, Fernand Clerc, qui la gère pendant sept années (1901-1908) avant de la céder à son tour à ses créanciers et à son commissionnaire en France, la maison Besse, Neveux & Cabrol de Bordeaux. Une nouvelle société, la SAUB dont le siège est à Bordeaux, est fondée en février 1908 avec un capital de 600 000 F. et elle s'installe dans la durée⁹. Trois familles se partagent le capital et les postes d'administrateur : Les Besse et les Segrestaa¹⁰ de Bordeaux et les Castillon du Perron de Cognac. Edmond Besse (1846- 1922) est le premier président de la SAUB¹¹, son fils Joseph Besse lui succèdera. La maison mère, Besse-Neveux-Cabrol est l'une des trois grandes maisons bordelaises de négoce du rhum avec Bardinet et Faure frères¹². Selon l'historien Hubert Bonin, la maison Besse assure la moitié des quantités de rhum traitées sur place¹³. Au début de chaque campagne (en septembre-octobre), les maisons de négoce traitent des contrats d'achat et de distribution auprès des gérants de marque et des grossistes.

7. Le 29 juillet 1913 : « je suis toujours pris par la goutte aux deux pieds et à mon grand regret, je n'ai pu aller à Beauport de tout ce mois ».

8. Gama (Raymond), *Évolution d'un domaine sucrier à la Guadeloupe : Rapports sociaux dans le nord Grande Terre, aire de la société anonyme des usines de Beauport (1908-1981)*, Université des Antilles et de la Guyane, Thèse de doctorat en histoire, 1997, deux volumes, 807 p.

Schnakenbourg (Christian), *Beauport (1732-1990)*, Pointe-à-Pitre, Éditions Jasor, 2013.

9. La SAUB fait faillite en 1981.

10. Conduits par Jean Marie Segrestaa (1868-1941).

11. Il est président de la Chambre de commerce de Bordeaux de 1903 à 1908.

12. On rappellera que Bordeaux est la seconde place, loin derrière Le Havre pour le commerce du rhum.

13. Informations aimablement communiqué par le Professeur Hubert Bonin, Institut d'Études Politiques de Bordeaux, à partir d'un texte à paraître. Je lui exprime ma gratitude.

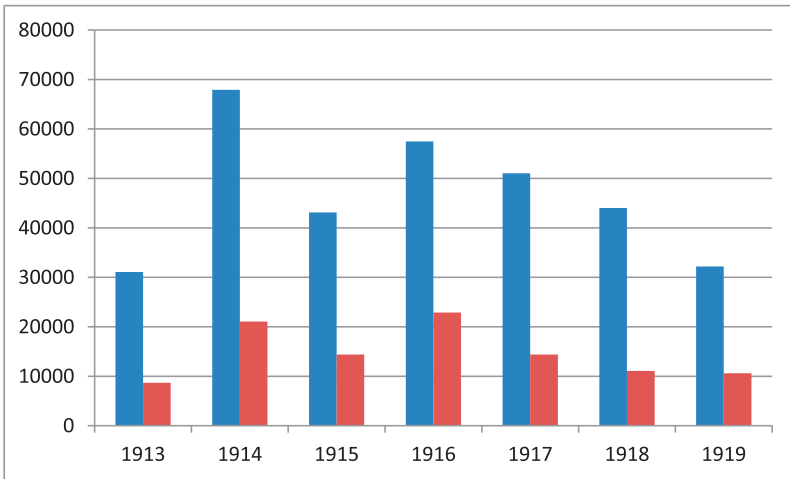
L'historien Christian Schnakenbourg a montré que les débuts de la gestion bordelaise ont été confrontés à de fortes tensions sociales en 1910 et en 1913¹⁴. Par ailleurs, la vétusté des installations de Beauport et la conjoncture d'avant-guerre limitent les profits que les capitalistes de Bordeaux espéraient retirer de leur investissement. Ils expriment leur déception de façon très vive en février 1913 :

« Nous avons fait jusqu'ici, depuis plusieurs campagnes, d'énormes dépenses annuelles pour améliorer nos prix de revient ; y avons-nous réussi ? Nos efforts considérables seraient-ils définitivement vains ? En ce cas nous regretterions amèrement les sommes dépensées en pure perte et nous deviendrions définitivement rebelles à toutes ces dépenses qui doivent avoir de merveilleuses conséquences qui ne se révèlent jamais¹⁵. »

Quoiqu'il en soit des résultats financiers de l'avant-guerre, les choses changent radicalement avec le conflit. La demande de sucre et de rhum explose dès l'automne 1914. Rappelons que l'invasion allemande neutralise l'essentiel de la production sucrière betteravière en France et que, la guerre des tranchées venue, le rhum devient un adjuvant incontournable pour les soldats qui montent à l'assaut.

À l'usine de Beauport, on poussera la production de sucre et de rhum au plus loin du possible pendant le conflit.

Production de sucre en quintaux et production de rhum en hectolitres à Beauport, 1913- 1919.



Source : Schnakenbourg (Christian), *op cit.*

Le rhum étant encore plus profitable que le sucre, on tente, là comme ailleurs, d'en distiller le plus possible. Les principales limites conjoncturelles

14. Schnakenbourg (Christian), *op. cit.*, 2013.

15. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 1913. Réponse de Castaigne, 17 mars 1913. Cf. Mioche (Philippe), *op cit.* 2013, p. 45.

à l'augmentation de la production sont la pluviométrie qui modifie les rendements, le manque de pièces détachées métalliques pour l'usine et la distillerie et enfin le manque de main-d'œuvre, nous y reviendrons.

« J'ai reçu ce matin votre câble ainsi conçu : appliquez soigneusement et complètement programme agricole, comptez sur aucune transformation matériel même distillerie. Vous verrez que par ma dernière lettre j'avais prévu ces instructions. Nous allons faire notre possible pour remettre notre usine en état avec ce dont nous disposons, mais ne perdez pas de vue que nous avons une roue d'entraînement et un pignon complètement usés, de plus le cylindre à vapeur du moulin n° 1 qui a une cassure. Nous ne pouvons pas vous assurer une bonne marche avec ces pièces néanmoins nous pourrions commencer la récolte.

Je vous demandais de me donner des instructions au sujet de nos approvisionnements en charbon, huiles et toiles à sucre. Devons-nous chercher à nos procurer ces marchandises, charbon et huiles en Amérique ? ... Ici nous n'avons que bien peu de nouvelles de ce qui se passe en France¹⁶. »

La production du rhum doit passer avant tout, c'est la consigne. Câble traduit :

« Pouvons faire modification Bordeaux rhum 1916. Quelle est la quantité la plus grande que vous pouvez envoyer si vous travaillez jour et nuit si nécessaire... Il y a grand avantage à transformer autant que possible les produits¹⁷. »

TABLEAU – Le rendement en sucre de la canne coupée à Beauport de 1907 à 1918

1907	8,43
1908	8,33
1909	7,74
1910	8,20
1911	8,61
1912	8,89
1913	7,85
1914	8,68
1915	7,15
1916	8,01
1917	9,35
1918	8,83

Source : AD de la Gironde, 18J 120, Correspondance active, rapport Castaigne, 22 janvier 1919

16. Gourbeyre, 19 août 1914

17. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 8 décembre 1915.

Le paramètre de la pluviométrie est important. Par exemple, les intempéries frappent la SAUB le 6 mai 1915, des déluges de pluie ont coupé les voies ferrées et la production est interrompue. Mais la sécheresse sévit aussi. En 1913, les précipitations ont été de 187 mm en septembre et de 131 mm en octobre. En 1914, 62 mm en septembre puis 50 mm en octobre. « *Dans ma dernière lettre je vous disais que le sec devenait inquiétant et que les cannes avaient terriblement souffert du manque d'eau notre récolte est compromise*¹⁸. » En réalité, elle ne le sera pas, au contraire. « *Les cannes sont très belles, nous avons une très, très grosse récolte à enlever*¹⁹. »

Pour les capitalistes de Bordeaux, le commerce du rhum est une source de profits exceptionnels pendant la Grande Guerre. Ch. Schnakenbourg propose un tableau des dividendes par action de la SAUB qui laisse le lecteur pantois et il ajoute : « *en deux ans, les actionnaires ont entièrement récupérés leur mise*²⁰. » On notera par ailleurs que la comptabilité financière de la SAUB est assez opaque et sa gestion relativement frustrante. Sur place, en Guadeloupe, le représentant de la SAUB finance les salaires avec les avances sur récolte du système bancaire local, il signe des obligations²¹ et il expédie les produits en espérant que son patron bordelais va lui faire parvenir les pièces métalliques, sacs, boucauts, huiles, dont il a besoin.

« *Comme vous le savez par ma précédente lettre nous payons nos salaires avec notre prêt sur récolte 1915. Pour payer notre quinzaine du 1^{er} août, j'ai signé le 31 juillet une obligation de 60 000 francs. Cette somme vous paraîtra importante mais nous avons sur cette somme une provision de 5 000 au magasin*²²... »

Dès le 5 août 1914, Robert Castaigne s'inquiète auprès d'E. Besse à Bordeaux : « *Nous ne sommes que bien peu informés sur les événements qui se passent en France.... Nous n'avons reçu aucun ordre de vous, que devons-nous faire ?*

Les usines auxquelles nous avons commandés des pièces de rechange doivent être fermées. Nous avons cependant grand besoin de certains articles contenus dans notre commande ...

*Nous ne devons plus compter tant probablement sur le charbon que vous aviez acheté pour nous. Faut-il en commander deux ou trois tonnes en Amérique ? Pourrions-nous recevoir les sacs à sucre et les huiles ? L'usine Darbousier vient de commander en Amérique des boucauts à sucre et une certaine quantité d'huile. Pouvons-nous en faire autant ? J'attends une réponse par câble sur ces trois points : charbon, boucauts à sucre et huile*²³. »

18. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 23 décembre 1914.

19. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 22 septembre 1915.

20. Schnakenbourg (Christian), *Op. cit.* 2013, p. 92 et 93.

21. On notera que la situation semble plus précaire à l'usine Solvay de Salin-de-Giraud, dès la mi-août 1914, il n'y a plus de liquidités pour la paye des ouvriers. La direction parisienne du groupe répond : « Tachez obtenir argent Marseille par ventes au comptant ». Fin août et septembre 1914, l'usine interrompt toute activité, Cf. Daumalin (Xavier), Lambert (Olivier), Mioche (Philippe), *op. cit.*, 2011, p. 76.

22. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 5 août 1914.

23. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 5 août 1914. Les citations de la correspondance de Robert Castaigne avec Edmond Besse respecte l'orthographe initial, sous réserve de la lisibilité parfois difficile des documents.

Cette première citation introduit un tournant majeur dans l'histoire longue de cette usine : à défaut de relations régulières et fiables avec la France métropolitaine, l'usine se tourne vers les États-Unis. Les rapports ultérieurs évoquent régulièrement l'approvisionnement auprès d'une société américaine, « *The Sergeant corporation* », qui assurera les fournitures. Après la Grande Guerre, renonçant à recevoir les pièces ou les équipements des constructeurs français ou belges qui équipaient son réseau ferroviaire, la SAUB s'équipera en matériel américain. En attendant, et faute de recevoir les pièces et les équipements neufs nécessaires, Beauport rafistole le matériel existant avec les moyens du bord :

« *Par ce courrier vous recevrez une note que j'ai fait établir par notre directeur d'usine répondant aux questions posées pour l'achat de 10 wagons, mais comme nous ne pensons pas que vous puissiez les expédier en temps utile, nous réparons tous les wagons pour la mise en route²⁴...* »

L'insécurité qui s'établit avec l'intensification de la guerre sous-marine est évidemment un facteur aggravant des difficultés de transport. « *Il me tarde de savoir ce que vous avez pu mettre à bord du cargo qui est en mer depuis plusieurs jours : quelles routes va-t-il suivre et combien de jours va-t-il mettre pour effectuer le voyage ?* ²⁵ »

En janvier 1916, le *Saint-Malo* qui transportait de nouveaux « rolls » (pour le train à canne) est coulé²⁶.

Pendant la guerre, la gestion quotidienne de l'établissement en Guadeloupe repose sur peu d'hommes. Robert Castaigne a le profil du collaborateur courtisan, un de ces hommes dont un entrepreneur avisé sait tirer profit sans se faire d'illusion sur ce qu'il peut faire ni prendre à la lettre ce qu'il raconte. C'est un fayot²⁷. Ses rapports ne sont pas à prendre au premier degré, on verra qu'il se méprend, ou qu'il déforme la réalité. Personnage limité, R. Castaigne poursuit cependant un objectif stratégique pour l'entreprise en plaidant sans cesse pour l'extension du domaine et le rachat des exploitations voisines comme celle de Duval²⁸. L'objectif étant d'optimiser les capacités de broyage de l'usine centrale de Beauport en rassemblant un maximum de cannes. Cet objectif sera atteint en 1929, vingt ans après la prise de contrôle de Beauport par la SAUB²⁹.

Outre Castaigne, sur place, en Grande-Terre, il y a un personnage qui fait fonction de directeur technique, l'inspecteur agricole, de la Rozières, qui entretient des relations exécrables avec R. Castaigne et

24. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 5 août 1914.

25. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 11 septembre 1914.

26. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 8 juin 1915. « Notre inquiétude a été augmentée par la lecture de certains journaux nous disant que certains sous-marins pouvaient aller jusque sur les côtes du Portugal et par conséquent croiser la ligne que suivent les courriers des Antilles ».

27. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 10 décembre 1915. « Je vous remercie de votre aimable lettre... et de la marque de confiance que vous m'avez donné. Rien ne pourra me faire changer dans mon travail et la garde des intérêts que vous m'avez confiés... J'ose espérer que vous continuerez à être satisfait des résultats de votre affaire de la Guadeloupe... Je mets toute mon activité à la bonne réalisation de la superbe récolte que nous avons en ce moment sur pied... Je profite de cette lettre pour vous faire part de l'heureuse délivrance de Mme Castaigne et de la naissance de notre petit Pierre ».

28. Mioche (Philippe), *op cit.*, p. 2-73.

29. Gama (Raymond), *Évolution d'un domaine sucrier à la Guadeloupe : Rapports sociaux dans le nord Grande Terre...*, 1997, p. 177.

qui démissionne en 1917 au terme d'une correspondance parallèle avec le président Besse, chacun accusant l'autre d'incompétence. L'autre interlocuteur est Paul Alexandre, du *Crédit foncier colonial*, qui est aussi l'homme du syndicat des usiniers et qui va jouer un rôle croissant sur lequel nous reviendrons.

Le reste des forces du travail dans cette usine est composé des salariés directs, ceux qui font tourner l'usine et la distillerie pendant la saison et qui entretiennent le réseau ferroviaire et les animaux de trait au cours de l'année, soit, en recoupant divers rapports, une quarantaine de personnes plus ou moins qualifiées. Quand R. Castaigne évoque « les travailleurs », il s'agit normalement de ce groupe. Viennent ensuite le groupe des petits planteurs et des colons, soit environ 1 500 personnes sur le domaine de Beauport qui apparaissent peu dans la source citée ici.

2. LA VIE QUOTIDIENNE ET LES RAPPORTS SOCIAUX À L'USINE DE BEAUPORT PENDANT LA GRANDE GUERRE

Entre propagande et difficultés de communication les gens de la SAUB ont du mal à comprendre ce qui se passe sur le front : « Nous ne sommes renseignés sur rien ici, d'après les dépêches les allemands sont arrivés sur les forts de Paris et on nous signal des victoires remportées par nos troupes³⁰. ». Avec la guerre de position, à l'automne 1914, R. Castaigne n'évoque plus directement les combats dans sa correspondance. Il s'en remet à l'information officielle³¹.

La guerre si lointaine est d'abord présente sous la forme de la mobilisation³². Le 5 août 1914, Castaigne écrit :

« Ici tous les anciens militaires ont été appelés ce matin à la caserne. J'y étais comme faisant partie de la caserne territoriale, lorsque, vers 9h30 on nous a dit que seuls ceux qui étaient de l'active seraient gardés pour le moment.

Ceux de la colonie ont reçu des ordres pour suspendre tous les travaux de modification et de s'appliquer à remettre en l'état le matériel tel qu'il était à la fin de la récolte dernière pour une mise en marche dans les premiers jours de janvier³³... ». En fait, la véritable mobilisation intervient en Guadeloupe en mars 1915. Au début du mois la perspective est préoccupante pour la SAUB.

« La levée des hommes jusqu'à 28 ans nous privent de 33 hommes à l'usine et 9 ouvriers à l'atelier. Sur les habitations ce sont nos meilleurs bras qui s'en vont et ici, les femmes travaillent difficilement³⁴. » Sans pouvoir développer ce point, il semble qu'à Beauport la perspective du travail des femmes n'ait pas été réellement envisagée, elle est écartée d'emblée. Cependant, au gré des rapports, on voit passer des salaires

30. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 11 septembre 1914.

31. Voir la communication de Gérard Lafleur dans le présent colloque.

32. Sur les questions de la conscription antillaise, cf. Dumont Jacques, « Conscription antillaise et citoyenneté revendiquée au tournant de la première guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006/4 n° 92, p. 101-116. DOI : 10.3917/ving.092.0101

33. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 5 août 1914.

34. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 5 mars 1915.

pour « attacheuses » (celles qui lient la canne lors de la récolte). Il semble bien que l'emploi féminin soit resté faible pendant le conflit³⁵. Ce serait là une différence notable avec l'usine Solvay de Salin de Giraud qui, en 1918, employait 58 femmes à l'usine sur un effectif d'environ 500 ouvriers. Il est vrai qu'elles sont toutes renvoyées en décembre de la même année³⁶.

Concernant la mobilisation, les choses se passent mieux que prévu pour l'usine. « *J'ai été appelé dimanche dernier à la caserne de Pointe-à-Pitre et reconnu apte au service militaire. J'ai de suite fait une demande de sursis jusqu'à juin pour terminer la récolte*³⁷. » En fait, le gouverneur accorde un sursis à tous les employés de l'usine. De ce point de vue, la sucrerie-rhumerie bénéficie de facto du régime des industries de guerre.

« *Il y a eu des démarches faites pour qu'on ne prenne plus d'hommes à la Guadeloupe. Je crois que vous devriez vous associer à ces démarches pour l'avenir même de l'affaire. Le sucre et le rhum sont des produits de première nécessité avec la guerre actuelle et il me semble qu'une démarche en ce sens devrait être tentée*³⁸. »

Pendant, en août 1916, le distillateur et le contremaître se voient refuser un nouveau sursis et ils sont incorporés. Castaigne ne trouve pas de remplaçant. La mobilisation prive l'usine de l'essentiel de ses ouvriers qualifiés.

La mobilisation n'est qu'un des facteurs pour expliquer le manque de main-d'œuvre dans les usines centrales. C'est une question récurrente comme l'ont bien montré Ch. Schnackembourg et d'autres auteurs. Mais la mobilisation aggrave évidemment la question.

« *Nous manquons de plus en plus de bras sur nos habitations. J'avais pensé pouvoir commencer les travaux de voie ferrée vers le 15 août mais ce serait à mon avis compromettre les travaux de culture aussi j'ai demandé d'attendre au 1^{er} septembre. Il m'a été répondu que cette époque sera bien tardive vu le peu de personnel qu'il pourra occuper, il ne promet pas d'être prêt pour le 1^{er} janvier*³⁹... »

Le problème de la main-d'œuvre est lancinant.

« *Le 20, je suis allé à Beauport j'y ai vu Monsieur de Rozières qui se désole du manque de travailleurs. D'après la situation qu'il m'a faite des travaux du centre tout est en retard. On est en train d'avoir terminé les fumures à l'engrais et malgré tous ses efforts, il ne pourra planter que 300 hectares de cannes*⁴⁰. »

À Solvay, en Campargue, où le manque de main-d'œuvre est principalement provoqué par la mobilisation (comme l'endroit est insalubre, les travailleurs ne s'y précipitent pas), le directeur plaide à qui veut bien l'entendre en faveur de sursis pour ses ouvriers. Mais il en vient rapidement aux appels aux immigrés : Espagnols de l'usine Solvay de Torrelavega, ouvriers chinois ou nord-africains fraîchement disponibles sur le port de Marseille. Plus tard, en 1918, des prisonniers de guerre allemands.

35. Voir les communications du présent colloque.

36. Thébaud (Françoise), *La Femme au temps de la guerre de 14*, Paris, Stock, 1986.

37. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 24 mars 1915.

38. AD DE LA GIRONDE, 18J 114, Correspondance active, 12 février 1916.

39. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 5 août 1914.

40. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 22 septembre 1915.

Toute proportion gardée, Castaigne et la SAUB esquissent des réponses comparables à Beauport. Il imagine d'abord de faire venir des travailleurs de Marie-Galante, mais cela ne marche pas. Il s'acoquine ensuite avec un capitaine de goélette du nom de Wells pour faire venir 34 personnes de Saint-Martin dans ce qui s'apparente à un trafic d'êtres humains ou à un passeur d'immigrés clandestins. Les travailleurs débarquent à Pointe-à-Pitre, puis sont envoyés en gabarre à Beautirand.

« Hier matin, 34 immigrants anglais de St Martin ont été débarqué à Bautiran et ont aussitôt dirigés à l'usine Clugny. C'est l'immigration anglaise qui recommence à la faveur de la guerre⁴¹. »

Le cabotage doit se faire sous pavillon français et non étranger, ce que la douane laisse faire « pour cette fois ». Mais la presse s'en mêle et des articles dénoncent cette importation de main-d'œuvre qui se fait au détriment « du travail antillais ».

« Nous qui pensions trouver là une planche de salut pour nous sauver pendant la récolte pour la coupe de nos cannes voilà que 34 travailleurs mettent déjà les journaux en branle⁴². »

Si la guerre participe au manque coutumier de main-d'œuvre, elle introduit un élément nouveau par son ampleur et son effet déstabilisant pour la vie quotidienne : la hausse vertigineuse des prix, qu'il s'agisse des prix intermédiaires ou des prix de détails. Après un siècle de stabilité monétaire, les acteurs, proches et lointains du conflit découvrent l'inflation. On considère d'un point de vue macro-économique que les prix de détail ont été multipliés par quatre en quatre ans. Concernant les prix intermédiaires, citons par exemple le prix du transport du rhum qui bondit de 25% dès septembre 1914. Castaigne tente un vain bras de fer avec la Compagnie générale transatlantique :

« N'ayant pas reçu de réponse, nous décidons de suspendre ces expéditions jusqu'à nouvel ordre. Je vous fais remarquer cependant qu'en gardant trop longtemps ces marchandises en magasin nous nous exposons à constater un coulage énorme qui pourra nous obliger à payer des manquants⁴³. » Et la SAUB cédera à la CGT.

Rien ne l'illustre mieux que la respectueuse pétition des ouvriers de l'usine reçue par le président Besse à Bordeaux le 10 mai 1916.

« Quand on pense, par exemple, que le double litre de haricots rosés qui valait anciennement 1.40 se paie aujourd'hui 2.80, les pommes de terre 0.60 le kilo au lieu de 0.30 ; que les huiles et graisses alimentaires sont majorées de plus de 50%, on se demande comment font pour vivre ceux qui n'ont que leurs appointements. Eh bien, Monsieur, ils s'endettent ; c'est triste à dire. »

Afin d'attester de leur bonne foi, les pétitionnaires indiquent leurs appointements que l'on suppose annuels au regard de leurs noms : 400 F., Moureau, chef de fabrication, 275 F., Vanier, contremaître, 300 F., Latreille, mécanicien ; 275 F., Gouffran, distillateur ; 200 F., Odé, surveillant ; 225, Schmidt, magasinier.

41. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 25 octobre 1915.

42. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 22 septembre 1915. Nous ne disposons pas d'autres informations sur le devenir de ces immigrés.

43. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 11 septembre 1914.

La participation du magasinier Schmidt à la pétition est exemplaire de l'impuissance de la SAUB dans la « course à la vie chère ». En effet, R. Castaigne avait plaidé en sa faveur quelques mois auparavant. Il demandait une gratification pour M. Vila, doyen de l'usine

« à peu près semblable à la prime d'un contremaître et un mois de gage pour nos autres comptables ainsi que pour le magasinier [Schmidt]. Pour ce dernier qui tient parfaitement le magasin, je vous demanderais en outre de passer ses appointements de 200 à 225 F. C'est ce qui lui a été offert par une Usine et nous l'avons gardé que parce que je lui ai promis le moment venu de vous demander une petite augmentation pour lui⁴⁴. »

Et voilà pourquoi le magasinier Schmidt obtient une augmentation de 25 F. (12,5%) à l'hiver 1914. Il travaille bien selon son patron et surtout, face au manque de bras, les usiniers pratiquent entre eux la débauche mutuelle d'ouvriers ; ce qui est une pratique courante. Las, rien n'y fait, même avec sa prime, Schmidt contourne son patron pour s'adresser au président dans l'espoir d'une augmentation. L'inflation est un sucre lent, à la différence du sucre de canne, elle pénètre lentement dans les esprits. Les travailleurs comprennent et ressentent plus vite la vie chère que les employeurs.

Peut-on tenter une comparaison des salaires entre les ouvriers d'usine à Beauport et ceux de Solvay à Giraud ? L'exercice est difficile car les valeurs nominales ne permettent pas de prendre en compte le pouvoir d'achat de la monnaie pendant cette période monétaire troublée. Ajoutons qu'à Beauport, comme en Camargue, l'économie informelle (la chasse, la pêche, les jardins) est très importante mais non quantifiable. Ces réserves étant faites, nous donnons des indications qui ne sont pas comparables termes à termes.

A Solvay, Giraud, un ajusteur touche en 1915, 4,70 F. pour une journée de 12 h. En 1916, son salaire quotidien atteint 7 F. et 9 F. en 1918. S'ajoute à partir de 1915 une « prime de vie chère » de 10 à 20 F. par mois. Elle est augmentée à 30 F. en 1917 et modulée en fonction du nombre d'enfants. Par ailleurs, les immigrés espagnols perçoivent une prime de « perte de change » de 30 F⁴⁵.

A Beauport, en mai 1916, les « émoluments » que l'on suppose mensuels vont de 400 F. pour le chef de fabrication à 200 F. pour un surveillant. Par ailleurs, en janvier 1918 un coupeur reçoit 3,5 F. par jour + 0,50 F. de prime d'assiduité ; une attacheuse 3 F. par jour, plus 0,25 ; un charretiers 3,80 F. par jour. Dans les deux cas, salaires et primes augmentent et dans les deux cas, ouvriers et patrons courent derrière la hausse des prix de détail et des salaires ; toujours avec un temps de retard.

Les uns et les autres savent aussi que l'argent rentre dans les caisses de la SAUB et que le moment est sans doute opportun pour demander des aides financières. C'est ce que fait M. le curé de l'Anse-Bertrand, une paroisse proche de Beauport. Il demande une aide financière pour réparer l'église après les dégâts d'un cyclone et il justifie sa demande ainsi :

« A notre arrivée dans notre nouvelle paroisse, il ne nous a pas été possible de dominer le flot grondant des ouvriers faisant entendre des exigences

44. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 11 novembre 1915.

45. Car la valeur de la *peseta* se renforce vis-à-vis du franc. Mais cela n'empêche pas les ouvriers espagnols de rentrer chez eux !

*illégitimes, cette année par contre, tant en public qu'en particulier, nos conseils avisés ont du faire taire dans leur principe des réclamations qui s'apprêtaient à devenir bruyantes. Ce que nous avons fait hier, nous le ferons demain, croyez-le bien*⁴⁶. »

On passera sur le style alambiqué du prêtre et sur les considérations à propos de l'alliance entre l'Église et le patronat (ce qui n'est pas un schéma obligatoire) car, après tout, il ne s'agit que d'une demande de subvention. L'allusion au « flot grondant » renvoie à la crise sociale de 1913. Plus intéressante est la réponse de R. Castaigne à son président. Il explique : nous n'avons jamais rien donné aux paroisses, mais cette année en – 1916 – il serait utile de le faire et il propose une somme. « Les temps sont changés, les prix du sucre sont beaux. Oui, je crois que nous ferions bien aujourd'hui de donner quelque chose ». Cette anecdote est un indicateur parmi d'autres qui nous ferons plaider pour l'interprétation de relations sociales relativement apaisées pendant la Grande Guerre.

Une autre pétition reçue à Bordeaux va dans le même sens. Adressée à Bordeaux le 9 janvier 1916, par « d'un groupe d'ouvriers et travailleurs du centre de Beauport ». Ce collectif se plaint en mots très vifs du bazar (magasin général) de Beauport : « *l'huile est immangeable, le riz véreux, la morue pourrie, etc.* ». Les travailleurs préconisent une solution : « *Toutes les Usines de l'île à l'exception de celle de Darbousier parce qu'elle est en pleine ville de Pointe-à-Pitre sont propriétaires de leurs bazars et vendent de la bonne marchandise au même prix que les bourgs voisins dans le but de faciliter leurs travailleurs... nous aimons à penser qu'il peut en être de même de Beauport qui est le centre agricole le plus étendu de la colonie* ».

Il ne nous est pas possible de savoir si l'assertion est vraie : seule l'usine de Beauport n'a pas de commerce « maison » comme c'est le cas pour Solvay à Salin de Giraud où l'économat sert les repas pendant la Grande Guerre. Toutes réserves faites, si cette pétition à un sens, c'est celui d'une demande d'extension du paternalisme présentée comme une revendication. Cette proposition ne relève pas d'une culture du conflit.

En vérité, dans la limite des sources consultées, il n'y a guère de conflit à Beauport pendant la Grande Guerre. Contrairement à une vision conflictuelle de la société antillaise où les affrontements seraient récurrents, la lecture des archives de Beauport révèle une société plutôt apaisée. En août 1914, Castaigne écrit : « *Dans la dernière tournée que j'ai faite, j'ai cru constater de la bonne volonté chez tous nos Gérants* »⁴⁷. Les mêmes propos rassérénés reviennent un an plus tard. « *En effet, cette année nous n'avons pas eu de différents fâcheux avec nos planteurs mais ces gens sont toujours tenus en éveil et n'attendent que le plus petit incident pour faire du désastre...* »⁴⁸. Nous n'avons pas d'indicateur sur l'état sanitaire de la population de Beauport. Il est étonnant que la « grippe espagnole » qui sévit en 1918 (et que l'on « soigne » avec du rhum) ne soit pas mentionnée, notamment en songeant aux soldats rentrés au pays

46. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 15 août 1916, Lettre du curé de la paroisse de l'Anse Bertrand, R. Lebez, au président Besse.

47. AD 33, 18J 114, Correspondance active, 5 août 1914.

48. AD 33, 18J 114, Correspondance active, 10 août 1915.

et qui auraient pu véhiculer le virus⁴⁹. Notons qu'à Salin de Giraud en Camargue, le fléau a touché 250 personnes sur 1500 et a emporté 40 d'entre elles.

Ou plutôt, si conflit il y a, il traverse en premier lieu les relations entre les propriétaires d'usines et le gouverneur, c'est-à-dire l'État colonial.

3. LE RÔLE CROISSANT DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET DE L'ÉTAT

À rebours d'une vision des relations nécessairement harmonieuses entre les usiniers capitalistes et l'administration coloniale – et au-delà, l'État français –, les sources sur Beauport révèlent une dégradation continue des relations entre la SAUB ainsi que l'organisation professionnelle des industriels du sucre d'une part, et le gouverneur de la Guadeloupe au cours de la Première Guerre mondiale d'autre part⁵⁰.

Constatons dans un premier temps le renforcement de l'organisation professionnelle, le syndicat des fabricants de sucre, pendant la période du conflit. Ce point, comme l'intrusion croissante de l'État dans l'économie a fait l'objet des travaux majeurs de R. F. Kuisel⁵¹. Les usines esquissent deux phénomènes importants pendant le conflit, des organismes qui trouveront leur aboutissement après. Il s'agit d'abord d'une sorte de centrale d'achat pour les équipements nécessaires aux usines.

« *Il serait facile de développer à la Guadeloupe une méthode qui diviserait en ramification tout notre système agricole puisque le contrôle des affaires est entre les mains d'un petit nombre de planteurs. Aujourd'hui dans les pays les plus avancés, les agriculteurs achètent, vendent et agissent ensemble sur toute question possible. Pensez à l'économie considérable que cette méthode comporte ! Le fait d'acheter des engrais et des approvisionnements en très grande quantité les placent en position très favorable* ».

Le second organisme étudié et mis en place par la profession pendant le conflit mériterait une étude spécifique tant son importance est, selon nous, grande en longue durée : il s'agit de la création d'une station agronomique de la Guadeloupe. Elle est réalisée avec les cotisations des usiniers. Ainsi, le responsable de la station agronomique fait pendant la Grande Guerre un voyage à la Barbade afin de comparer les méthodes culturales de la canne⁵². Cette initiative importante esquisse le développement des centres techniques professionnels dès la Grande Guerre

À plus court terme, il convient de souligner la forte dégradation des relations entre les usiniers et le gouverneur. Les critiques adressées par R. Castaigne au gouverneur commencent par exemple dès le début du conflit, sur le mode indirect, à propos du développement des cultures vivrières.

49. Bouron Françoise, « La grippe espagnole (1918-1919) dans les journaux français », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 1/ 2009 (n° 233), p. 83-91. URL: www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2009-1-page-83.htm. DOI : 10.3917/gmcc.233.0083

50. Émile Merwart (1913-1917) ; Maurice Gourbeil (1917-1920).

51. Kuisel, Richard F., *Le Capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, trad. fra. Paris, Gallimard, 1984.

52. Le fonds AD de la Gironde, 18J 114 comporte au moins deux gros rapports d'activité de la station.

« J'ai reçu une longue lettre du Gouverneur me demandant de faire planter des vivres dans notre centre. L'idée est bonne mais je n'ai pas voulu entrer dans cette voie étant donné que la propriété ici n'est pas respectée et nous aurions de chances sérieuses de voir nos résultats récoltés et ravagés par les nègres. Le Gouverneur ferait mieux à mon avis de diminuer les droits d'entrée sur tous les vivres venant de l'étranger plutôt que d'encourager ces cultures⁵³. »

Le point de friction central est évidemment la réquisition d'une partie de la récolte à des prix imposés. La mise en route de la campagne est prévue pour le 11 janvier.

« Mais la question des salaires est très importante cette année et tous nos politiciens ont fait prévoir aux planteurs des prix du sucre variant entre 70 et 80 F. Comment calculer les prix des cannes aux planteurs si les sucres sont réquisitionnés à 40 ou 44 F⁵⁴ ? »

Avec un manque total d'imagination, Castaigne et les usiniers se contentent de répéter que les usiniers martiniquais sont mieux rémunérés⁵⁵.

Mais ne voilà-t-il pas que le gouverneur se pique aussi de la traçabilité de la canne :

« Au début de cette semaine, nous avons manqué de cannes. La diminution des bras employé à la coupe et la diminution des apports des planteurs et des locataires est due à un décret du Gouverneur qui voulait que les acheteurs de cannes exigent des fournisseurs un certificat d'origine délivré par les commissaires ou les maires⁵⁶. » Mais, écrit Castaigne, cette mesure est difficile à mettre en œuvre du fait des carences du cadastre et aussi parce que les planteurs y voient une contrainte imposée par les usiniers. D'ailleurs, ils bloquent les entrées de l'usine. Les 1^{er} et 2 mars 1915, la production est interrompue. Alors le gouverneur sursoit à sa mesure de traçabilité.

À la fin de l'année 1915, le gouverneur lance un projet de « dialogue social » qui fait frémir les usiniers. Le gouverneur demande la mise en place de réunions usiniers-planteurs-travailleurs « pour discuter et arrêter les salaires et le prix de la canne pour cette année ». Ce genre de réunion, dit Castaigne, donne de mauvais résultats car « nous sommes en présence de gens qui ne veulent admettre aucun chiffre et qui se terminent toujours par des désordres⁵⁷. » Le syndicat des usiniers a désigné des représentants, dont M. Alexandre, pour discuter avec le gouverneur, le but étant de lui montrer que les salaires ici sont meilleurs qu'en Martinique. Le gouverneur se retranche derrière une dépêche du ministre et il ajoute : « que la réunion [de concertation] n'ayant pas lieu, il ne ferait pas intervenir la gendarmerie en cas de conflit entre les Usines et les planteurs ou travailleurs le cas échéant ». Alexandre a suggéré que l'affaire soit étudiée à Paris. Mais Castaigne ajoute :

« Jusqu'à ce jour, le Gouverneur semble tenir sa promesse de se désintéresser de ce qui pouvait arriver à la prise du travail. Car les années

53. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 11 septembre 1914.

54. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 11 septembre 1914.

55. Ce qui est pour nous invérifiable.

56. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 5 mars 1915.

57. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 22 décembre 1915. C'est un bel exemple d'argument du mépris : ils ne comprennent rien aux chiffres.

précédentes quelques jours avant l'ouverture de la récolte, les gendarmes venaient nous demander les renseignements sur les prix de base, les salaires, le prix des cannes et enfin l'esprit des travailleurs. Rien n'a été ait encore dans, ce sens et nous sommes à quinze jours de la mise en route ». ...« A mon avis les travailleurs et les planteurs seront tous contents des prix que nous allons leur offrir, aussi je ne crois pas que nous ayons des difficultés à la mise en route. Mais par la suite nous pouvons en avoir si les meneurs politiques sont mis au courant des agissements du Gouverneur et de notre refus de réunion⁵⁸. »

« On nous a fait remarquer que si on paie un prix qu'on trouve élevé, c'est pour aider au maintien de la tranquillité locale...Il y a là un certain nombre de fonctionnaires qui sont très montés contre les Antilles ; les spéculations de rhum ont fait chez eux une impression très grande⁵⁹. »

Ces extraits de décembre 1917 sont intéressants à plus d'un titre. Ils montrent comment l'État colonial protège les citoyens antillais contre la cupidité des usiniers. Le gouverneur emploie un argument choc, le retrait des forces de l'ordre en cas de conflit social⁶⁰. Par ailleurs, les motivations hostiles du ministère à l'égard des usiniers renvoient clairement aux profits de guerre et annoncent les campagnes parlementaires qui suivront la Grande Guerre⁶¹.

Nous terminons cette chronique des contradictions croissantes entre le gouverneur et les usiniers par une lettre de juin 1918, du gouverneur au directeur de Darboussier. une plume administrative dont aucun lecteur ne peut sous-estimer le sens, le Gouverneur indique aux usiniers que la rupture avec eux est consommée. « *Par lettre en date du 12 juin 1918... vous me faites savoir que vos engagements antérieurs ne vous permettent pas de vendre à l'amiable à l'État vos rhums de 1918.*

Etant donné les termes de cette réponse, l'on peut se demander si vous avez donné aux communications du Gouvernement l'interprétation qui convenait et si, notamment, vous avez bien saisi la portée de l'arrêté du 11 mai 1918 pris en vertu des instructions ministérielles⁶². » Mais nous sommes encore en guerre et cette tension ne préjuge pas des événements à venir et en particulier du protectionnisme de 1921 dont le rhum va, à nouveau bénéficier.

CONCLUSION

Les deux usines, celle de Beauport en Guadeloupe et celle de Solvay en Camargue, sont loin, très loin du Front, elles produisent pour la

58. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 22 décembre 1915.

59. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, Lettre du syndicat des Usines à propos des prix imposés par le gouvernement (signée A. Jacqueminet), 19 décembre 1917. Soulignée par nous.

60. Certes, nous ne savons pas si le gouverneur avait encore les moyens humains pour quadriller Beauport et les autres usines.

61. Cf. par exemple : Pinot (Robert), *Le Comité des forges de France au service de la nation*, Paris, A. Colin, 1919, 347 p.

62. AD de la Gironde, 18J 114, Correspondance active, 28 juin 1918, le gouverneur de la Guadeloupe, Maurice Gourbeil, au directeur général de Darboussier.

guerre des explosifs et du rhum. Elles sont confrontées au cours de ces quatre années à des difficultés dont nombre d'entre elles sont communes.

Les plus simples à identifier sont les pénuries. Pénurie de communication et d'information, de matières premières et de pièces détachées des équipements industriels, de moyens de transport, de main-d'œuvre. Dans nombre de cas, les deux usines cherchent des solutions comparables. Plaider pour la non-incorporation des salariés indispensables ; rechercher de la main-d'œuvre immigrée ; s'approvisionner ailleurs (aux États-Unis pour Beauport, au Royaume-Uni pour Salin de Giraud). Face à « la vie chère », l'augmentation considérable des prix de détail et des revenus distribués, les directions des deux usines courent derrière l'inflation en distribuant des primes exceptionnelles qui, à peine versées, se révèlent déjà insuffisantes ne serait-ce qu'à maintenir le pouvoir d'achat des salariés. Il n'empêche au demeurant que les deux entreprises accumulent des profits remarquables qui ne se traduisent pas en investissement (faute de pouvoir les réaliser ou par vision de court-terme ?). Ce qui se traduira ensuite par une vétusté accrue des équipements après la guerre.

Dans ce contexte, les deux usines connaissent conjoncturellement des situations sociales relativement apaisées. Tout se passe comme si primaient l'Union sacrée (*cf.* ce que représentait aux Antilles la conscription de 1913), et le patriotisme. Puis viennent la sidération de l'invasion et la connaissance, même partielle, de la dureté des affrontements dans la longue guerre de position. L'heure n'était pas à la revendication active mais plutôt à des formes primitives de dialogue social.

Les salariés et les acteurs des deux entreprises ont-ils conscience qu'ils sont loin, bien loin du Front et que leur vie quotidienne est moins terrible que celles des autres ? En tout cas, comme industries de guerre, ou apparentée pour le rhum, ils peuvent percevoir que l'État les protège plus que d'autres. En accordant des sursis aux salariés, en contrôlant ou en intervenant sur les prix de transactions ; en encadrant le marché au détriment de la liberté d'action des entreprises. L'État, fût-il colonial, n'est pas toujours au service du patronat industriel.